

ENTRETIEN DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DANS LE QUOTIDIEN SYRIEN "AL WATAN" DU 3 SEPTEMBRE 2008, SUR LES RELATIONS FRANCO-SYRIENNES, LES POURPARLERS INDIRECTS ENTRE ISRAËL ET LA SYRIE ET SUR LA QUESTION DU NUCLÉAIRE IRANIEN.

3 SEPTEMBER 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Q - Monsieur le Président, vous allez effectuer votre première visite en Syrie en tant que président de la République. Quels messages souhaitez-vous envoyer aux Syriens ? Et comment voyez-vous l'avenir des relations franco-syriennes dans le cadre de la nouvelle page qui a été ouverte entre les deux pays ?

R - Mon premier message est un message d'amitié pour le peuple syrien. Nos deux pays ont noué, tout au long de l'histoire, des rapports étroits, passionnés, et parfois - avouons-le - compliqués. Mais quelles que soient les difficultés que nos relations ont pu parfois connaître, l'amitié de nos deux peuples l'un pour l'autre ne s'est jamais démentie. C'est une richesse inestimable que nous devons à tout prix préserver.

Mais comme vous l'avez rappelé, cette visite s'inscrit aussi dans un contexte particulier puisque nos deux pays sont en train d'ouvrir une nouvelle page de leur relation. Une nouvelle page qui me tenait beaucoup à coeur, parce qu'elle voit la Syrie faire progressivement les choix que le monde attend d'elle, et reprendre ainsi sa place dans le concert des nations.

En me rendant à Damas, je suis aussi venu dire aux autorités syriennes combien il est important de poursuivre sur ce chemin. La Syrie est un grand pays qui peut apporter une contribution irremplaçable au règlement des problèmes du Proche-Orient. Il est essentiel qu'elle joue un rôle positif dans la région. C'est bien dans la voie de la coopération que je vois l'avenir franco-syrien. Certes, nous sommes deux pays indépendants et nous aurons parfois nos propres intérêts, mais je suis persuadé, comme je l'ai dit au président Bachar Al-Assad, quand celui-ci est venu le 12 juillet dernier à Paris que le chemin de la paix passe, dans cette région par nos deux pays.

Q - Certains analystes évoquent des relations stratégiques entre Paris et Damas, peut-on aujourd'hui parler d'un retour en force de la France sur l'échiquier du Proche-Orient ?

R - Depuis mon élection à la présidence de la République il y a quinze mois, j'ai voulu que la France reprenne toute sa place sur l'échiquier mondial. Au Proche-Orient, région qui est chère à mon coeur, j'ai souhaité que notre pays prenne pleinement ses responsabilités au service de la paix. Pour cela, il est essentiel de bénéficier de la confiance de toutes les parties. Dans cet esprit, j'ai introduit un certain nombre d'évolutions majeures, et même de ruptures dans notre politique à l'égard de la région. C'est ce que j'ai fait avec Israël, car l'amitié de la France pour Israël n'est en rien exclusive d'une amitié toute aussi forte et sincère avec ses voisins arabes, et d'un engagement sans faille aux côtés des Palestiniens pour la construction de leur Etat. C'est aussi ce que j'ai fait avec la Syrie : il était pour moi essentiel d'ouvrir une porte au dialogue, mais à un dialogue exigeant débouchant sur des avancées concrètes.

Notre retour au Proche-Orient a aussi été marqué, par le sommet de l'Union pour la Méditerranée, les 13 et 14 juillet derniers à Paris, qui a été un très grand succès. Tous les chefs d'Etat du Nord et du Sud de la Méditerranée, à l'exception d'un seul, sont venus à l'ouverture de ce grand projet de civilisation qui marquera, je crois le retour de la France et bien sûr de l'Europe dans cette région.

Q - Dans le communiqué franco-syrien du 12 juillet dernier la France s'est engagée à prendre les mesures nécessaires pour la ratification de l'accord d'association entre la Syrie et l'Union européenne. Y a-t-il des évolutions ? Avez-vous fixé une date limite pour la ratification ?

R - Nous travaillons avec nos partenaires européens sur la question de l'accord d'association. Nous devons bien évidemment moderniser et actualiser un accord qui a été paraphé il y a trois ans. Depuis cette date, la Syrie a considérablement évolué. Je crois que nous devons avant tout travailler à rapprocher ce texte de la réalité économique qui prédomine aujourd'hui en Syrie. C'est d'ailleurs aussi ce que souhaitent les autorités syriennes. Il est bien sûr difficile de parler de date pour la ratification, car le processus des accords d'association est complexe et demande une ratification par chacun des

Etats membres, mais nous ne ménagerons pas notre effort pour faire avancer ce dossier.

Q - Vous avez affirmé à plusieurs reprises votre soutien aux négociations indirectes entre la Syrie et Israël, une cinquième session de ces négociations aura lieu bientôt en Turquie alors que beaucoup de difficultés persistent sur le chemin de la paix et notamment avec les nouvelles menaces israéliennes contre le Liban, quel rôle la France peut-elle jouer pour faire avancer le processus de paix et instaurer une paix globale dans la région ?

R - Les pourparlers indirects entre la Syrie et Israël sont une excellente chose, pour chacun des deux pays, mais aussi pour la région et pour le monde. Vous me dites qu'il y a des difficultés : bien sûr, ce n'est jamais simple de faire la paix. Cela requiert beaucoup d'efforts et de volonté & c'est pourquoi je veux saluer le courage et la lucidité des dirigeants syriens et israéliens qui ont accepté de s'engager dans ce processus. Je veux aussi rendre hommage au travail remarquable accompli par la Turquie sur ce dossier.

Comme vous le savez, ces pourparlers sont pour le moment indirects. Il est difficile de dire quand ils déboucheront sur des négociations directes entre les deux pays, mais je souhaite bien sûr que ce soit le plus rapidement possible.

La Syrie a souhaité que la France co-parraine avec les Etats-Unis, le moment venu, la négociation directe syro-israélienne comme la mise en oeuvre de l'accord de paix qui en résultera, y compris pour les arrangements de sécurité. Si elle a souhaité cela, c'est parce qu'elle sait que la relation de confiance que nous avons renouée avec Israël comme avec les Etats-Unis joue un rôle majeur. C'est aussi la preuve que la confiance est en train de se reconstruire entre nos deux pays. Comme je l'ai dit au président Al-Assad, la France sera bien sûr disponible pour accompagner les parties, si elles le souhaitent, sur le chemin de la paix et de la réconciliation. Cette responsabilité nous la prenons solennellement, conscients des espoirs que les uns et les autres ont placés en nous. Nous ne les décevrons pas.

Q - Le président Al-Assad a récemment annoncé que seul le dialogue peut résoudre les problèmes de la région, où en est aujourd'hui le dialogue avec l'Iran ?

R - Je suis moi aussi convaincu que nous devons résoudre la crise iranienne par le dialogue, car c'est le seul moyen d'échapper à une alternative catastrophique, que personne ne souhaite : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran. C'est la raison pour laquelle depuis 2003, la communauté internationale, à l'initiative des pays européens, a privilégié une stratégie alliant le dialogue, avec des propositions très concrètes, et les sanctions si Téhéran refuse de se conformer à ses obligations internationales. Cette stratégie, je souhaite que nous la poursuivions. M. Solana a récemment présenté aux Iraniens la une nouvelle proposition des Six, ambitieuse et qui apporte aux Iraniens toutes les garanties. A ce jour, l'Iran n'a pas formulé de réponse sérieuse.

Je le regrette sincèrement car je pense qu'il y a là une vraie opportunité de résoudre enfin cette crise d'une manière acceptable par tous, et j'espère que les Iraniens reviendront sur leur décision.

En attendant, je souhaite que le dialogue se poursuive avec l'Iran et que ses dirigeants prennent conscience de la gravité de l'enjeu pour leur pays. Je les invite à réfléchir au jugement que porteront les générations futures sur leurs choix d'aujourd'hui. Car c'est à l'Iran de choisir. Tout doit être mis en oeuvre pour convaincre Téhéran de privilégier la coopération sur l'isolement et la confrontation.